



« 4 493 raisons d'entrer en résistance, mobilisons-nous »

## **Nos académies au top... des suppressions de postes**

*Expression (janvier 2026)*

*Le 20 janvier, le premier ministre sans légitimité du gouvernement Macron dégainé le 49,3. Ainsi il se dédit lamentablement de toutes ses lénifiantes déclarations sur la démocratie pour passer en force un budget tout dévolu au grand capitalisme, aux dépens de la classe des travailleur-se-s, et des services publics destinés à lui assurer la santé et l'éducation auxquelles elle peut prétendre.*

Pour ce qui concerne l'Éducation nationale, après plusieurs années d'organisation de la pénurie de moyens pour toute la Fonction publique, les conséquences de scandale démocratique sont drastiques : 3 256 suppressions de postes d'enseignant-e-s à la rentrée 2026 (1 365 dans le premier degré public et 1 891 dans le second degré public), qui s'ajoutent aux milliers de postes déjà supprimés depuis 2017, avec pour conséquence une dégradation accrue des conditions de travail des élèves et des personnels.

### **Hauts-de-France en tête**

L'académie de Lille gagne la palme : elle est la plus touchée par les suppressions, avec 167 postes en moins dans le second degré, et 245 en moins dans le premier degré ! Pour rappel à la dernière rentrée 302 postes avaient déjà été supprimés. En prime, la suppression d'un poste de CPE.

L'académie d'Amiens n'est pas épargnée : 52 postes en moins dans le second degré, et 84 en moins dans le premier degré (– 88 à la rentrée 2025).

Sur l'ensemble des deux académies ce sont également 7 postes administratifs qui sautent. Nos contrées bénéficient sûrement de situations sociales et scolaires au top, puisque nos académies absorbent à elles seules plus d'un huitième du total des suppressions de postes !

### **Réalité alternative**

L'argument officiel du gouvernement ne laisse pas d'être spécieux : les effectifs d'élèves baissent, donc il est normal de supprimer des postes. Une logique comptable qui ne marche pourtant que dans un seul sens : entre 2017 et 2023, alors que le nombre d'élèves augmentait (+ 8 000), le gouvernement supprimait déjà 8 000 postes.

Pourtant, notre pays ne peut guère s'enorgueillir des effectifs de ses classes, qui sont parmi les plus chargées d'Europe ; ni du montant des salaires des personnels enseignants, qui sont en dessous de la moyenne européenne. Faut-il y voir deux des raisons de la désaffection criante des jeunes pour les métiers de l'enseignement ? Sans doute. Mais au-delà de la question des salaires, les suppressions de postes vont peser encore plus sur les conditions de travail des personnels et des élèves.

Qui dit suppressions de postes dit en effet suppressions de classes et classes surchargées, alors qu'il est bien plus difficile qu'avant de porter à tou-te-s les élèves l'attention dont ils ou elles ont besoin, avec qu'il plus est un climat social et scolaire qui se dégrade.

## Priorité... laquelle au fait ?

Le ministère peut bien clamer avec fracas son intérêt pour la lutte contre le harcèlement, la santé psychologique des élèves et l'inclusion ; mais avec quels moyens ? Seuls 11 postes d'infirmier-es sont créés pour l'ensemble des 30 académies ! Et si le budget prévoit paraît-il la création de 1700 postes d'AESH, il s'agit d'un enfumage, car en réalité 1200 de ces postes étaient déjà budgétés. Priorité à l'inclusion et à l'accompagnement des élèves, selon le ministère ? Paroles, paroles. Deux faits les contredisent. D'une part, le Sénat a rejeté le 7 janvier dernier le projet de loi qui aurait – enfin ! – donné le statut de fonctionnaire aux AESH ; le deuxième métier en nombre de postes de l'Éducation nationale<sup>1</sup> est ainsi maintenu dans une précarité inacceptable. D'autre part, à la rentrée 2025, près de 50 000 élèves en situation de handicap ne bénéficiaient pas d'un accompagnement<sup>2</sup>.

L'argument de circonstance dont use le ministère vise à faire oublier que l'objectif politique du gouvernement est d'organiser l'austérité la plus délétère pour toute la fonction publique, afin de préserver les revenus énormes de l'oligarchie et son train de vie inégalé qui détruit la planète<sup>3</sup>.

Ne cessons pas de répéter cette évidence : le gouvernement Macron, comme les gouvernements qui l'ont précédé, cherche avant tout à détruire les services publics, et à livrer au privé la manne qu'ils représentent pour le marché capitaliste. Du reste, les héritier·e-s de l'oligarchie, qui remplissent en toute quiétude des établissements privés protégés et engraisés par les fonds publics, ne risquent rien. Celles et ceux qui, encore une fois, payent la facture, ce sont les enfants de la petite classe moyenne et des classes défavorisées. Et les inégalités s'accroissent. Il s'agit pas de gestion budgétaire contrainte par les "nécessités des marchés économiques internationaux, et bla-bla-bla...", mais bien de choix politiques dominés par l'idéologie du tout-marché, colportée par les commerciaux, ploutocrates et DRH au pouvoir, et par la défense acharnée de la reproduction sociale d'une « élite » auto-proclamée qui ne veut pas se mêler à la « populace ».

## Prendre l'argent où il se trouve

L'argent ne manque pas ; encore faudrait-il le prendre où il se trouve : dans les porte-monnaies plus que garnis des riches et ultra-riches par exemple... On pourrait imaginer aussi – soyons fous ! – qu'il est plus important de développer la formation des nouvelles générations, et d'offrir à toutes et tous un accès de qualité à la santé, aux aides sociales nécessaires, à des transports publics moins chers et plus efficaces, à un environnement plus sain, plutôt que renforcer toujours plus l'armée et les forces de police.

Ainsi, tandis que l'on dégrade encore plus l'Éducation, l'armée voit son budget augmenter de 7 milliards d'euros, et son recrutement de 40 000 personnes, et la police – dont on sait comment elle s'acquitte des opérations de « maintien de l'ordre » dans les manifestations – reçoit quant à elle une rallonge de 371 millions d'euros. Le message est clair : fermez-la, subissez, résignez-vous, le Grand Capital l'exige, soutenu par ses chiens de garde.

Contre le démantèlement du service public d'Éducation, la précarité de nombreux personnels et la dégradation des conditions de travail et des salaires effectifs, LDC éducation Hauts-de-France appelle l'ensemble des personnels de l'Éducation et de l'ESR à se mobiliser de toutes les manières possibles, en créant du collectif, par la manifestation et par la construction de grèves inter-catégorielles, interprofessionnelles, générales et reconductibles.

## Pour l'Éducation, LDC éducation Hauts-de-France revendique :

- l'abandon de toute suppression de postes ;
- la création de postes de toutes catégories à la mesure des besoins réels ;
- des effectifs de classe permettant d'enseigner et d'apprendre dans de bonnes conditions (en visant 15 dans le 1er degré, 18 pour les deux premières années du collège, 20 pour les deux suivantes et 25 au lycée) ;
- la titularisation des personnels précaires ;
- un statut de fonctionnaire pour les AESH, assorti d'un salaire et d'une formation décentes ;
- l'abolition de la loi Debré et de tout financement des établissements privés par des fonds publics, en vertu du principe « les fonds publics pour l'École publique ».